



INTÉGRITÉ - JUSTICE - SOLIDARITÉ

Le Manifeste

La Guinée Autrement!

"Nous sommes prêts à bâtir une guinée nouvelle, moderne et meilleure; pour cette génération et celles à venir."

Bah Oury

Président de l'UDRG





UNE PRÉDICTION FAITE IL Y A PLUS DE 70 ANS...

Dans les années 50, M. Roland Pré gouverneur de la Guinée encore sous administration coloniale, dans une présentation démographique intitulée « l'avenir de la Guinée » présentait ce territoire comme « une zone d'organisation industrielle stratégique ». Il précisait « dans l'ère d'industrialisation dans laquelle entre le continent africain, la Guinée paraît appelée à jouer un rôle de premier plan, car elle dispose de ces deux éléments de base de toute activité industrielle moderne : les matières premières et l'énergie ». 70 ans après, ces magnifiques perspectives ne sont pas devenues, une réalité.

Malgré l'existence de réserves dans le territoire en fer et en bauxite parmi les plus importantes au monde. Les potentialités hydro-électriques sont estimées à 6000 mégawatts. La région côtière pourrait être le grenier à riz de la région. En dépit de ces trésors, la Guinée aujourd'hui se range à la queue du peloton des pays les plus pauvres d'Afrique.

Économiquement sous-développée, politiquement marquée par de fréquents soubresauts violents et meurtriers la Guinée est un véritable scandale du fait de la qualité de sa gouvernance.



Rechercher les causes de ce naufrage collectif est un impératif pour cerner les fils conducteurs explicatifs du décrochage de la Guinée par rapport à ces voisins comme le Sénégal et la Côte-d'Ivoire.

Engagés au sein du parti Union des Démocrates pour la Renaissance de la Guinée (UDRG) pour une profonde transformation économique, sociale et culturelle de notre pays, nous devons sans complexe et sans complaisance comprendre les facteurs de blocage de la Guinée. Ce n'est que par cette exigence de lucidité que nous pourrons faire émerger une véritable alternative démocratique en Guinée. Celle-ci devra nécessairement se fonder sur une démarche constructive et résolument pragmatique afin d'envisager des pistes de solutions pour réussir à la fois l'unité, la démocratie et le développement de notre pays.

PRÉSIDENT DE L'UDRG



Un espoir brisé

Dans les années 50, la Guinée était promue à un bel avenir. Il convient de rappeler que :

« Le pays est drainé par 1161 cours d'eau, réunis en 23 bassins versants dont 14 internationaux. Ce qui lui a valu l'appellation de Château d'eau de l'Afrique Occidentale ».

De plus, ses immenses ressources minières dont la bauxite (environ 2/3 des réserves mondiales), le fer, l'or, le diamant et quelques métaux rares prédestinaient ce territoire ouest-africain à une industrialisation rapide. Cependant, ces mines, plutôt qu'un bienfait ne représentent-elles pas une malédiction pour les populations locales ?

En 1958, son indépendance, arrachée en rupture avec la France - puissance colonisatrice - ne lui a pas permis de réaliser les immenses espoirs qui avaient bercé plusieurs générations de guinéens et d'africains que le nouvel État avait suscité. Aujourd'hui, la Guinée a 62 ans d'indépendance. Certes, à l'échelle humaine, cet âge respectable devrait symboliser maturité et expérience. Durant ces six décennies d'indépendance la Guinée a-t-elle su exploiter de manière efficiente et rentable toutes ses potentialités ?



Ce pays qui aurait pu être la locomotive de l'Afrique de l'Ouest a, hélas, le triste sort de figurer parmi les pays les plus pauvres au monde dont l'indice de développement humain (IDH) est également des plus faibles. Ainsi, malgré l'abondance de ses ressources naturelles et socio-culturelles, la Guinée est toujours à la recherche de son développement et de son plein épanouissement car minée de l'intérieur par son manque d'unité et de cohésion sociale.

Cette situation n'est pourtant pas le fait de la fatalité. Elle tire essentiellement sa justification dans le processus néo-patrimoniale de l'état, du mode de gouvernance^[1] autoritaire qui l'a caractérisé, et de la faiblesse du leadership qui n'a pas été en mesure de mettre la Guinée sur l'orbite du développement. Son capital humain n'a pas bénéficié d'un environnement favorable pour assurer son épanouissement. Les purges récurrentes qui ont jalonné son histoire postcoloniale ont contribué à décimer ses élites jusqu'au milieu des années 80. Par la suite, les pouvoirs politiques n'ont eu que la répression systématique et violente comme réponses face aux légitimes revendications démocratiques et sociales des populations.

Cette absence notoire du respect des droits de l'homme, alliée aux effets d'une longue période de mauvaise gouvernance à savoir la pauvreté et l'insuffisance des infrastructures de base, ont encouragé la fuite des cerveaux. Un indice de la pauvreté avoisinant les 60 % au cours des vingt dernières années explique la saignée démographique du fait de l'immigration clandestine qui happe les jeunes à la recherche d'un eldorado mythique. Près d'un tiers de la population vit ainsi hors du territoire national.

UNE ÉVOLUTION POLITIQUE INÉDITE



Au cours des deux grandes guerres mondiales, les exactions furent nombreuses au fur et à mesure que les exigences de la métropole augmentaient du fait de « l'effort de guerre ». Les résistances défaites depuis la fin du XIX^{ème} siècle n'avaient pas généré de forces susceptibles de contrecarrer le projet colonial que servaient avec un excès de zèle la chefferie administrative. Il a fallu bien plus tard à la fin de la seconde guerre mondiale pour voir l'émergence d'un nouvel acteur social : les syndicats. Ces derniers prirent très rapidement le leadership de la contestation populaire sur l'ensemble du territoire. Ils devinrent ainsi les principaux contre-pouvoirs que le processus colonial avaient fait émerger.



Ces syndicats étaient composés d'ouvriers notamment des cheminots, des agents administratifs, des enseignants, des agents de santé et des travailleurs agricoles.

La montée des mouvements populaires pour l'autodétermination des peuples sous le joug colonial imposa des réajustements en faveur d'une cession partielle de l'autorité politique aux représentants des populations. Ce nouveau partage des rôles attisa une rude compétition entre les chefs locaux et les représentants de cette nouvelle élite d'ancrage bureaucratique. La chefferie locale fut vaincue et abolie avec la loi-cadre Defferre qui conférait une relative autonomie aux États africains dans le giron français dès 1956. Dans ce contexte, la chefferie locale avait perdu sa totipotence puisque l'ordre colonial avait évolué. L'administration du territoire exigeait désormais une gestion directe par des nationaux.

Historiquement la chefferie comme bras séculier (collecter des impôts et pourvoir en main d'œuvre corvéable et peu chère) pour la puissance coloniale avait survécu. La période coloniale, quant à elle, était marquée par des exactions à l'égard de la population dite indigène. La chefferie locale était la représentation et le bras séculier du pouvoir colonial qui, au fil des temps, avait réussi à subvertir la chefferie traditionnelle. La collecte des impôts en nature et les corvées pour la construction des infrastructures sociales de base comme les chemins de fer, les routes, les ponts, les édifices administratifs étaient sous leur responsabilité. Ils prélevaient leur rémunération directement du produit de leur collecte.

C'est ainsi que les populations étaient doublement pressurées par le pouvoir colonial d'une part et par les chefs locaux d'autre part.

Que pouvons-nous retenir de cette longue période :

- La population paysanne a été abandonnée à elle-même. Elle a payé le plus lourd tribut du fait des exigences de la puissance de tutelle et de la chefferie.
- L'émergence de nouvelles formes d'organisation comme les syndicats, les associations d'entraide et les regroupements ethniques pour recréer dans un tissu urbain encore embryonnaire les solidarités du village a jeté les bases des partis politiques. À l'époque, le PDG -RDA de Sékou Touré et de Diallo Sayfoulaye, le BAG de Barry Diawadou et Keita Koumandian et le DSG de Barry III se partagèrent l'espace politique du territoire. Le syndicaliste Sékou Touré avait réussi à s'imposer très rapidement comme le leader le plus populaire et cela lui a valu dès 1956 d'être le chef de l'exécutif.
- A la veille du référendum du 28 septembre 1958, la bipolarisation politique était articulée autour des partisans de la chefferie alliée au pouvoir colonial d'un côté, et de l'autre, des laissés pour compte du système dont la paysannerie. Conséquence : pour l'immense majorité de la population, la victoire du non et l'accession du pays à l'indépendance immédiatement était également l'expression du rejet du système oppresseur qui l'a longtemps asservie.



Le nouvel État indépendant se retrouva du jour au lendemain en rupture totale avec la France. En effet, du fait de l'intransigeance du Général de Gaulle, la puissance coloniale abandonna le territoire guinéen à ses nouveaux dirigeants qui étaient issus de la loi cadre de 1958. De plus, la gestion de la Guinée s'avéra difficile et hasardeuse; car, peu préparée à assumer ses nouveaux rôles, la nouvelle élite dirigeante n'avait comme référence que les méthodes héritées des colons.

Enfin, le mode de production dominant qui s'appuyait sur l'exploitation de la paysannerie demeurait. Les plantations qui étaient florissantes furent rétrocédées à l'État ou confisquées car les propriétaires européens avaient déserté le pays ou dans certains cas, arrêtés et lourdement condamnés. Au fil des ans, ces plantations mal entretenues furent abandonnées, réduisant ainsi à néant une économie agricole naguère florissante. Quel gâchis !

Par ailleurs, la persistance des impôts en nature qui affectaient les paysans, comme sous la période coloniale, finit par pousser des centaines de milliers de personnes à quitter la Guinée pour s'installer dans les pays limitrophes.

Dans le même sillage, l'économie du territoire dominée par les cultures de rente fut doublement pénalisée d'une part, par la rareté des ressources en devises devant servir au renouvellement des équipements et d'autre part, par la perte des marchés extérieurs pour l'écoulement des produits.

L'étatisation du faible tissu productif suivi de l'inscription du régime politique dans le courant du socialisme à connotation soviétique perturbèrent les échanges commerciaux avec l'extérieur. Cette situation obligea les pouvoirs publics à privilégier le système du troc entre ressources minières contre produits manufacturés.

En outre, les politiques monétaires appliquées étaient guidées par des considérations politiques au lieu d'un examen rigoureux des paramètres macroéconomiques. Dès lors, le marché parallèle des devises devint une réalité structurelle. L'érosion de l'épargne nationale limita considérablement les investissements productifs qui étaient sous le contrôle exclusif de l'État. Une économie de rente étatisée, alliée à un système de troc et en l'absence d'entrepreneurs privés ne pouvait que briser tout élan de développement. L'indépendance avait accouché d'une société sous la chape de plomb de l'autoritarisme et de la pauvreté.

Dans un autre ordre d'idées, il convient de préciser qu'à partir de 1973 l'exploitation des mines de bauxite de Sangarédji par la CBG apporta une bouffée d'oxygène aux finances publiques en pourvoyant aux besoins en devises par le biais des revenus miniers.

Après CBG d'Alcan et d'Alcoa, la raffinerie d'alumine de Péchiney à Fria et l'OBK à Débélé (Kindia) étaient des enclaves minières qui jouissaient d'une certaine forme d'exterritorialité. A la rente agricole s'ajouta la rente minière qui devint la vache laitière du régime de Conakry.

Vingt-cinq années de Parti-Etat dans un environnement de pénurie et de marché noir n'avaient pas suffi pour changer en profondeur les rapports sociaux au sein de la société guinéenne même si les acteurs avaient évolué.

La petite élite bureaucratique du début de l'indépendance qui avait pris les rênes du pouvoir avec le PDG était devenu hypertrophiée et toute puissante à la fin des années 80. La paysannerie locale s'était progressivement muée en petits commerçants qui prospéraient en exploitant les failles du système politico-étatique en faisant émerger un secteur informel entreprenant et principal contributeur de la croissance économique du pays.



04 Juillet 1985...

**TENTATIVE DE COUP D'ETAT DE
DIARRA TRAORÉ**

La fermeture du camp Boiro, le retour au pays natal des centaines de milliers d'exilés et la perspective de restauration des libertés démocratiques avaient suscité, à cet effet, de grands espoirs. Mais, à la suite du coup d'Etat avorté du Colonel Diarra Traoré les 4 et 5 juillet 1985, la répression féroce de l'élite de l'armée brisa l'élan du renouveau pour renforcer en retour les crispations identitaires ethnocentriques.



La vague de libéralisation de l'économie dans le cadre des politiques d'ajustement structurel du FMI et de la Banque Mondiale ne se fit pas sans peine. La libéralisation de l'appareil productif du pays au profit des privatisations tous azimuts, et sans discernement finit par la quasi-disparition des unités de production industrielle de la Guinée. L'Etat unique employeur à cette époque fut contraint de diminuer sa voilure par de dégraissages massifs de la fonction publique. Le gouvernement consacra la loi du marché et la reconnaissance de la propriété privée comme moteurs du redressement économique.

La création du système bancaire avec le retour des principaux groupes bancaires français ainsi que la liquidation pure et simple des banques d'État jetèrent les bases d'une nouvelle économie aux lendemains du discours programme du 22 décembre 1985. Le changement des signes monétaires du Syli au Franc guinéen pour enrayer une spirale inflationniste structurelle consacra l'arrimage de la Guinée à une évolution similaire à ses voisins francophones.

La nomenclatura du Parti-État dissout se mua en une nouvelle caste d'hommes d'affaires dont l'acquisition des marchés publics est la principale préoccupation. Le libéralisme prôné en l'absence d'un secteur privé structuré et autonome permit une folle course à l'accaparement des biens publics sans aucune cohérence économique. La transformation de l'économie centralisée et étatisée de la Guinée de Sékou Touré en une économie libérale bouleversa profondément les structures sociales.



Unique détenteur des moyens de production économiques pendant plus d'un quart de siècle, l'État était contesté par l'émergence de nouveaux acteurs sous le sillage d'un secteur privé moderne notamment au niveau des banques, dans les milieux liés aux projets économiques financés par les bailleurs de fonds multilatéraux et dans les mines. Les commerçants qui avaient fait fortune à l'étranger occupèrent aisément le secteur des importations des denrées de premières nécessités comme le riz, la farine, le sucre et l'huile.

Le secteur informel naguère réprimé et pourchassé comme étant des « nids de trafiquants » s'imposa comme principal contributeur de la croissance économique du pays. Le pouvoir politique concentré entre les mains des militaires et des éléments de la nomenklatura reconvertis résista à la vague du changement en imposant son propre agenda.

Tout d'abord le multipartisme devrait être limité à 2 partis, et la constitution adoptée en 1990 ne devrait prendre corps qu'au bout de cinq ans.

La montée des revendications démocratiques en Afrique pour réclamer la tenue des conférences nationales souveraines afin d'instituer le multipartisme intégral, l'organisation d'élections libres pour assurer la dévolution du pouvoir politique, la séparation des pouvoirs et le respect des droits de l'homme obligea le régime d'exception d'alors à faire le saut démocratique dès avril 1992. Les tenants du pouvoir avaient compris qu'il était possible de tirer profit de cet environnement pour consolider le pouvoir politique via l'acquisition du pouvoir économique.

Les militaires du Comité militaire de redressement national (CMRN)[1] troquèrent leurs tenues pour apparaître en civils galonnés à la tête de partis politiques. Ce processus de consolidation des bases du nouveau régime fut facilité par l'éclatement des guerres civiles au Libéria et en Sierra-Léone. Ces conflits furent des opportunités pour drainer les maigres ressources publiques dans des dépenses militaires et dans des immixtions dans les luttes fratricides qui déversèrent près de 800.000 réfugiés en Guinée. La logique sécuritaire prit le dessus au détriment du renforcement des libertés démocratiques et de l'allocation des dépenses vers les secteurs sociaux prioritaires.





Le redressement économique qui était sensible entre 1986 et 1993 connut des ralentissements qui pénalisèrent la réussite des programmes de réformes initiées par le FMI et la Banque Mondiale. En d'autres termes, du fait de la conjonction de facteurs exogènes issus des pays limitrophes et la persistance de la mauvaise gouvernance, le pouvoir politique avait réussi à institutionnaliser les pratiques prédatrices qui sont les caractéristiques de l'État néo-patrimonial ou le triomphe de la « politique du ventre » telle définie par les sociologues.

Il était courant d'entendre « la chèvre broute là où elle est attachée » pour justifier le comportement prédateur de la haute-administration étatique. Sous le prisme de la « politique du ventre » les retards du développement de la Guinée et de ses multiples rigidités structurelles trouvent une explication rationnelle. A partir de 1999, le système de prédation est à son apogée.

Peu importe alors, le respect des critères de bonne gouvernance, d'atteinte des objectifs macroéconomiques, de consolidation des normes démocratiques des institutions et de satisfaction des besoins fondamentaux des populations. Les autorités avaient érigé les dépenses militaires du fait de l'instabilité aux frontières comme alibi pour justifier les dérapages budgétaires.

C'est ainsi que les inégalités et les disparités sociales sont devenues davantage plus criardes. Dans ce contexte, la compétition pour le pouvoir politique est apparentée à une compétition pour l'accaparement des richesses publiques pour le seul bénéfice de réseaux et de clans mafieux.



À cet égard, à partir de 1993, cette dynamique de consolidation de l'État néo-patrimonial est structurée et politiquement pensée. Ainsi la logique ethno-stratégique dominante au sein des formations politiques n'est alors qu'une conséquence de la volonté de mettre sur orbite des réseaux de clientèle en s'appuyant sur les communautés ethniques pour siphonner les ressources publiques au bénéfice exclusif de quelques-uns. La mauvaise gouvernance, la corruption des élites, les antagonismes ethniques sous-jacents aux rivalités politiques ne sont alors que les expressions de la pratique prédatrice dans le système de l'État néo-patrimonial.

L'acquisition des positions de pouvoir politique confère la possibilité d'accéder et de contrôler les ressources publiques. Par conséquent l'alternance démocratique dans ce contexte n'est pas envisageable, car, elle signifierait la fermeture définitive des portes d'accès à la richesse. Par conséquent les élections doivent toujours conforter les intérêts du pouvoir en place. Le refus de respecter les règles des 2 mandats non renouvelables pour le président de la République tire ainsi sa source.

En 2001, ce fut le koudaïsme ou la présidence à vie en faveur du Général Lansana Conté. En 2020 également, c'est la même logique qui a refait surface pour « un changement constitutionnel » afin d'éliminer les dispositions constitutionnelles intangibles qui fixent à deux mandats seulement pour une personne dans la fonction de Président de la République.



L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE POLITIQUE

De l'indépendance à nos jours, les luttes politiques ont été caractérisées par des répressions violentes et récurrentes. En effet, les contestations politiques et sociales des quinze dernières années remettent en cause le mode de gouvernance du pays. De plus, en janvier 2007, la déclaration du Chef de l'État selon laquelle « la justice c'est moi ! » Pour tirer de prison un riche homme d'affaires très proche du pouvoir avait été la goutte d'eau qui avait fait déborder le vase. Les jours suivants, toutes les forces vives de la nation (syndicats, organisations de la société civile et opposition politique) conjuguèrent leurs forces pour organiser une insurrection populaire ébranlant ainsi les bases du régime.

La répression fut violente notamment le 22 janvier 2007 où des centaines de personnes périrent au fameux pont du 8 novembre de Conakry. Pour ramener une relative stabilité dans le pays, une transition politique sans remettre en cause le mandat présidentiel fut engagé. Les différentes péripéties de cette transition politique de 2008 à 2010 avec deux gouvernements civils puis avec la junte militaire du CNDD furent violentes et cristallisèrent des antagonismes claniques insoupçonnés dans la société guinéenne.

Cette intermède politique mis en lumière l'âpreté de la lutte pour le contrôle du pouvoir entre les différents clans qui instrumentalisaient leurs communautés ethniques respectives.

Les élections présidentielles de 2010 furent le prolongement de ces conflits et marquèrent la victoire d'un des clans sur l'autre.

En réalité, derrière des présumés antagonismes ethniques mis en avant, les objectifs in fine ne visaient que la confiscation du pouvoir politique afin de subvertir le système néo-patrimonial à son bénéfice exclusif. C'est pourquoi les luttes politiques de ces dernières années ont en effet mis le prisme ethnique dans un premier temps comme étant l'alpha et l'oméga de toutes les justifications des contradictions qui traversent la société guinéenne. Mais derrière cette opposition « ethniquement affichée » il y avait autour des différents clans en compétition, une commune volonté d'embrigader les communautés ethniques respectives comme bouc-émissaires.



En revanche, à partir de 2014, le mode de gouvernance du système pour se pérenniser opta pour plus de « partage » et de « coopération ». Un statut de chef de file de l'opposition fut adopté pour conforter cette nouvelle approche. Dans le même sillage un poste de « haut représentant du Chef de l'Etat » fut créé. Également, en privilégiant le critère ethnique pour la nomination du Premier ministre et du président de l'Assemblée nationale, dès son accession au pouvoir, monsieur Alpha Condé n'a fait que consolider le système néo-patrimonial. Dans la même veine, les « accords politiques » prirent le dessus sur l'impérieuse nécessité de respecter les lois de la République. D'ores et déjà, au terme des prétendus accords politiques d'octobre 2016, les grandes lignes du schéma politique furent arrangées dans les textes de lois relatifs à la CENI et au processus électoral afin de favoriser l'émergence d'oligarchies politiques. Cette tacite complicité politique en dehors de tout contrôle social et citoyen ne pouvait plus prospérer car le temps du changement était venu.

Nonobstant, tout cela et à l'aune de la durée et de l'expérience, la Guinée a connu des systèmes politiques radicalement opposés. Le collectivisme du parti-État de type soviétique dans un pays ayant les caractéristiques d'une citadelle isolée a été suivi d'un libéralisme anarchique et débridé dans un contexte multipartite d'une société ouverte. La Guinée a conservé les stigmates de ces systèmes. Il suffit de gratter le vernis des discours pour les voir émerger en filigrane dans les courants de pensée de nos élites dirigeantes actuelles.



Allergiques au paradigme du débat démocratique, elles sont plus portées à l'autoritarisme et à la négation de toute forme de pluralité, privilégiant des situations de fait au détriment de l'exercice du droit. L'arbitraire et la culture d'impunité sont alors les marqueurs de ce type de société profondément inégalitaire. Les fondements de l'État de droit ne sont alors qu'invocations pour habiller de modernité des pratiques de type féodal et archaïque.

De nos jours, la Guinée et les guinéens ont beaucoup changé, en particulier ces dix dernières années. La libéralisation des ondes a modifié en profondeur le paysage audiovisuel. Ceci a permis la circulation d'une information plurielle et libre. L'esprit critique qui naguère faisait défaut a modifié le regard des populations à l'égard de tous les pouvoirs. La défiance l'emporte beaucoup plus sur l'atavique soumission. Dans le même ordre d'idées, le développement de l'Internet a permis aussi l'explosion des réseaux sociaux qui ont décroisé la société guinéenne. Désormais chaque citoyen muni d'un téléphone androïde est en mesure de véhiculer à l'échelle planétaire une information de son choix. Les plateformes de débat et de convivialité existent et prospèrent abolissant les frontières et les distances.



Une nouvelle société est en gestation et elle fait émerger une nouvelle écocitoyenneté. Une large majorité des guinéens principalement les jeunes se retrouvent différents de leurs aînés formatés par l'esprit du parti unique. Une jeunesse mondialisée, décomplexée et téméraire ne peut plus se satisfaire de l'immobilisme et d'absence de perspectives. Elle ne peut plus accepter d'être corsetée et d'être passive alors qu'ailleurs le monde bouge et change à un rythme effréné. Connectée au monde, la réalité de son propre pays l'angoisse et la pousse à prendre son propre destin. Le temps des ruptures est-il enfin arrivé ?

Hormis les mesures courageuses du Général Lansana Conté au lendemain du discours programme du 22 décembre 1985, la Guinée n'a pas connu d'autres réformes structurelles aussi audacieuses. Depuis lors un certain atavisme l'a plongé dans une profonde torpeur. Ses structures administratives et sa culture de gouvernance n'ont pas évolué. L'enrichissement illicite conséquence immédiate de la corruption est le sport favori dans les cercles du pouvoir. L'exploitation rentière des mines a favorisé cet élan vers plus de mauvaise gouvernance au détriment d'une gestion efficiente et durable des richesses naturelles guinéennes. La Guinée est ainsi grosse de plusieurs réformes majeures. Elle est ainsi confrontée à des rigidités structurelles de son économie et du management de ses institutions et administrations publiques. De fait, le système autour duquel s'articule la vie nationale a atteint ses limites depuis longtemps.

Son obsolescence est devenue un obstacle à toute tentative de réformes car le risque de voir le tout s'écrouler est une évidence. Le système néo-patrimonial guinéen a ainsi atteint le dernier stade de son évolution en sombrant dans le pourrissement.

Le cycle politique qui a démarré depuis l'indépendance nationale en 1958 est dans la phase de son soleil couchant. Par analogie avec la théorie de la destruction créatrice qui est la source de l'innovation et du progrès pour reprendre les propos de l'économiste Schumpeter,

«la société guinéenne est au creux de la vague avec d'un côté un monde finissant mais qui s'agrippe de toutes ses forces pour survivre et de l'autre une nouvelle société qui cherche à sortir des limbes pour faire émerger le renouveau ».

En effet, tenter de comprendre les causes des blocages de notre société est un impératif afin d'éviter les écueils et réussir finalement la transformation économique, sociale et citoyenne de la Guinée. Il est donc évident qu'il ne peut y avoir de vent favorable pour celui qui ne sait pas où il va pour paraphraser le philosophe Sénèque.



UNE IDENTITÉ PEU CONNUE : QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes les héritiers des civilisations et des empires plusieurs fois centenaires...

qui ont marqué l'histoire des populations de la Guinée actuelle. L'empire du Manding du Mali de Soundjata Keita, le royaume Peul de Koly Tenguéla, le royaume Sarankolé de Soumangourou Kanté, l'empire du Wassoulou de Samory Touré, le royaume théocratique du Fouta-Djalou, l'empire Toucouleur d'El hadj Oumar Tall, le royaume des Nalous de Dinah Salifou, les royaumes de la Forêt de Zégbela Togba et de Koko Tolno pour ne citer que celles-ci, ont été des entités étatiques qui se sont partagées cet espace territorial qu'est la Guinée d'aujourd'hui.

Les multiples cours d'eau qui prennent leur source dans les contreforts du massif montagneux du Fouta-Djalou et les variétés du paysage ont rendu les terres hospitalières aussi bien pour les agriculteurs, les éleveurs que pour les chasseurs. Cet environnement enchanteur a permis la rencontre de plusieurs vagues de migrations de peuples pour y faire naître les ensembles territoriaux et de berceaux de cultures métissées qui rayonnèrent sur l'Afrique de l'Ouest. Il est important de noter qu'aucune de ces entités étatiques n'étaient homogènes ethniquement. Le brassage des populations et des cultures en étaient les traits dominants.



L'alternance politique entre alfaya et soriyah, le droit d'asile, les règles sacrées du voisinage et de l'hospitalité comme le pacte sacré entre les communautés forestières établi en 1694 à Missadou, les codes d'honneur comme la charte de Kourou kan Fouga dans le manding, le développement de la quête de la spiritualité et le goût du savoir n'étaient pas étrangers au style de gouvernance de ces royaumes et empires bien avant la conquête coloniale occidentale.

Nous sommes également les héritiers d'une histoire politique des plus tourmentées...

de l'espace ouest-africain au cours des six dernières décennies. Quelque soient les vicissitudes que notre pays a connues, elles définissent toutes notre patrimoine historique et culturel. Ce sont des faits de l'histoire et doivent être traités tels quels pour nous permettre de les assumer globalement.

La recherche de la vérité est indispensable pour comprendre le passé. Ce travail de mémoire est nécessaire afin de forger notre identité nationale qui est l'adjuvant collectif pour construire un véritable projet de société. Nous devons par conséquent faire nôtres aussi bien les pages sombres que celles qui sont réputées glorieuses de notre passé. Notre libération mentale passe par là afin que notre renaissance en tant que communauté nationale réconciliée puisse être.

Nous Sommes des Patriotes...

qui aimons profondément notre pays. Nous sommes solidaires dans les malheurs qui assaillent notre pays et nous vibrons à l'unisson pour applaudir les exploits des nôtres lorsqu'ils remportent des victoires ou qu'ils réalisent des prouesses à travers le monde. Nous nous sommes mobilisés dans un élan national pour apporter notre contribution pour la construction du barrage hydroélectrique de Garafiri en 1995.

Devant les désastres et les catastrophes nous avons tous compati. Nous avons tous été des fans du Hafia Football Club de 1977. Nous chérissons nos écrivains, de Camara Laye à William Sassine en passant par Thierno Monémbo. Qu'importe nos différences ethniques nous aimons tous être bercés par les savoureuses mélodies de Kandia Sory Kouyaté. Les ballets africains de Fodéba Keita et le Bembeya jazz nous emplissent de joies et de fiertés.

Nous avons tous au fond de nous-même un réel élan de sentiment national et nous souhaitons ardemment que notre pays nous apporte fierté et confiance en nous-même.





Nous Sommes des Démocrates

Notre combat s'inscrit pour la promotion de cette noble cause - la démocratie. Celui qui n'a jamais souffert de la faim, ignore la valeur d'un morceau de pain. Nous guinéens, sommes depuis des lustres à la quête d'un environ démocratique qui privilégie le débat libre, responsable, constructif et inclusif. Notre retard et les gâchis humains et économiques qui en ont résulté sont les faits de gouvernances autoritaires, destructrices et prédatrices des ressources.

Il est admis désormais que la démocratie est nécessaire pour le développement, pour le bien-être et surtout pour le vivre-ensemble. Ainsi il n'y aura point de développement sans la démocratie. Le respect des droits de l'homme internationalement consacrés, la reconnaissance et la défense des pluralités politiques, culturelles, ethniques et philosophiques, et l'équité entre les genres constituent le socle sur lequel une société démocratique, solidaire et citoyenne pourra être érigée. La démocratie conditionne la stabilité et par conséquent une paix durable sans lesquelles la construction et la transformation qualitative de la Guinée ne seront pas possibles.

Nous Ambitionnons de Constituer une Communauté de Citoyens.

Participer et s'impliquer activement aux choix et décisions de la collectivité nationale sont les attributs du citoyen.

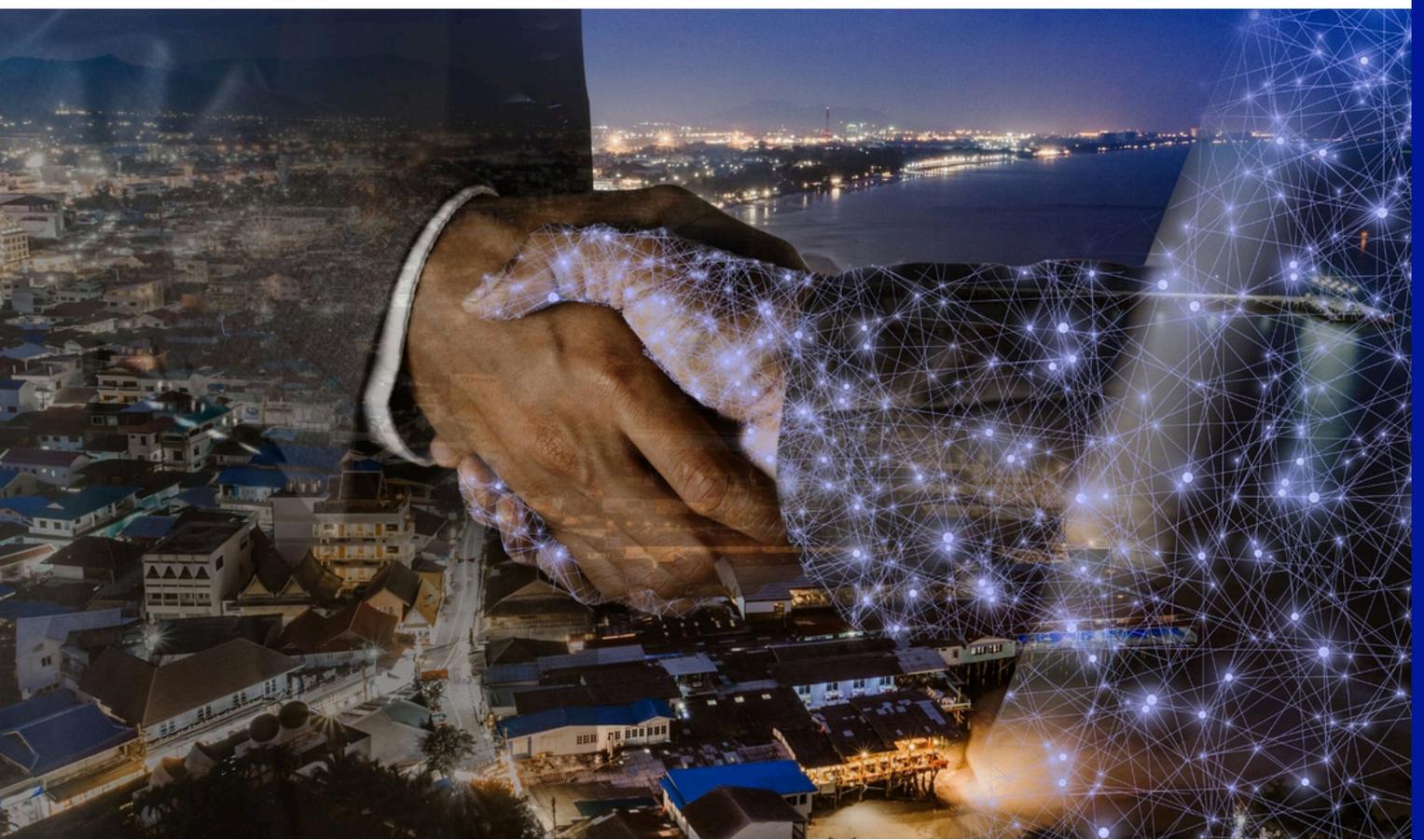


En effet la jouissance de la citoyenneté ne se décrète pas et ne s'improvise pas également, car cela suppose le dépassement des solidarités ethniques ou communautaires.

C'est le fruit d'un long processus d'intégration au sens plein du terme qui permet l'affaiblissement des particularités au profit de l'émergence des sentiments de solidarité et d'empathie. Pour ce faire, dans un contexte où le statut social est défini en fonction de la participation à la vie économique, il est nécessaire de renforcer la solidarité comme lien social. La politique distributive pour réduire les inégalités et lutter contre l'extrême pauvreté est certes indispensable mais l'affirmation du lien politique est essentielle. Participer et s'impliquer activement aux choix et décisions de la collectivité nationale sont les attributs du citoyen.

Nous Sommes de Notre Temps.

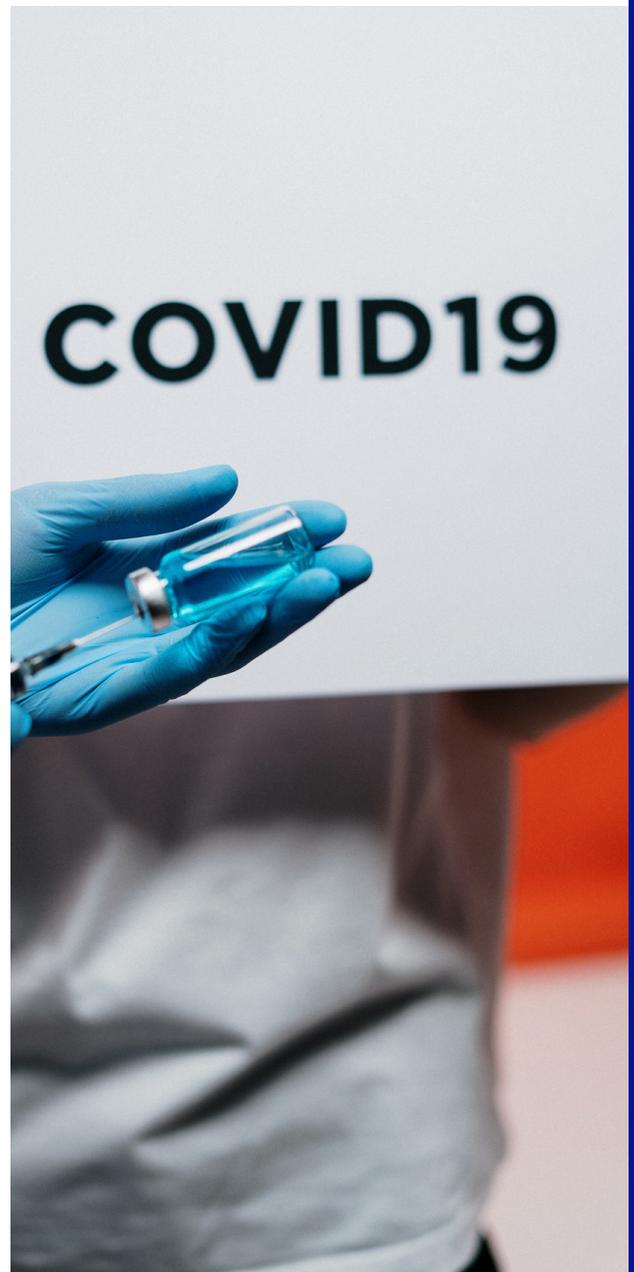
Nous appartenons à un monde où la distance est abolie. Les frontières entre les continents résistent mais elles ont de la peine à contenir la dynamique migratoire à l'échelle de la planète. L'homo sapiens que nous sommes a atteint un niveau de connaissances éblouissantes de l'univers, de la matière et du vivant. Ses satellites parcourent les confins de notre système solaire pour chercher à découvrir notre origine et repousser encore plus loin les frontières de l'inconnu. Des nanotechnologies imitent la création pour jeter les prémises de l'intelligence artificielle et de l'économie circulaire. La puissance de l'intelligence humaine est vertigineuse, toutefois la fragilité de notre monde est très grande.



La pandémie du coronavirus qui fait plier les États les plus puissants du monde, met en lumière nos faiblesses et nos peurs. En tant que pays, nous avons été fortement affectés par l'épidémie de la fièvre hémorragique Ebola. Donc, nous mesurons à sa juste valeur nos insuffisances et notre faible capacité de résilience face à certaines agressions notamment virales et autres catastrophes naturelles.

Être de son temps suppose également être enraciné dans son passé.

En effet nous avons besoin de mieux affirmer notre identité nationale car c'est d'elle que nous tirons notre apport au monde en biens culturels, et en une interprétation du monde plus spécifique.



Les racines du passé sont également nourricières de tout projet collectif tourné vers l'avenir. L'identité nationale n'est pas une donnée figée dans le temps et dans l'espace, c'est un processus mouvant en perpétuel changement. En d'autres termes le passé participe à la construction du futur.



Nous sommes inquiets pour la préservation de la nature et de l'écosystème de la planète.

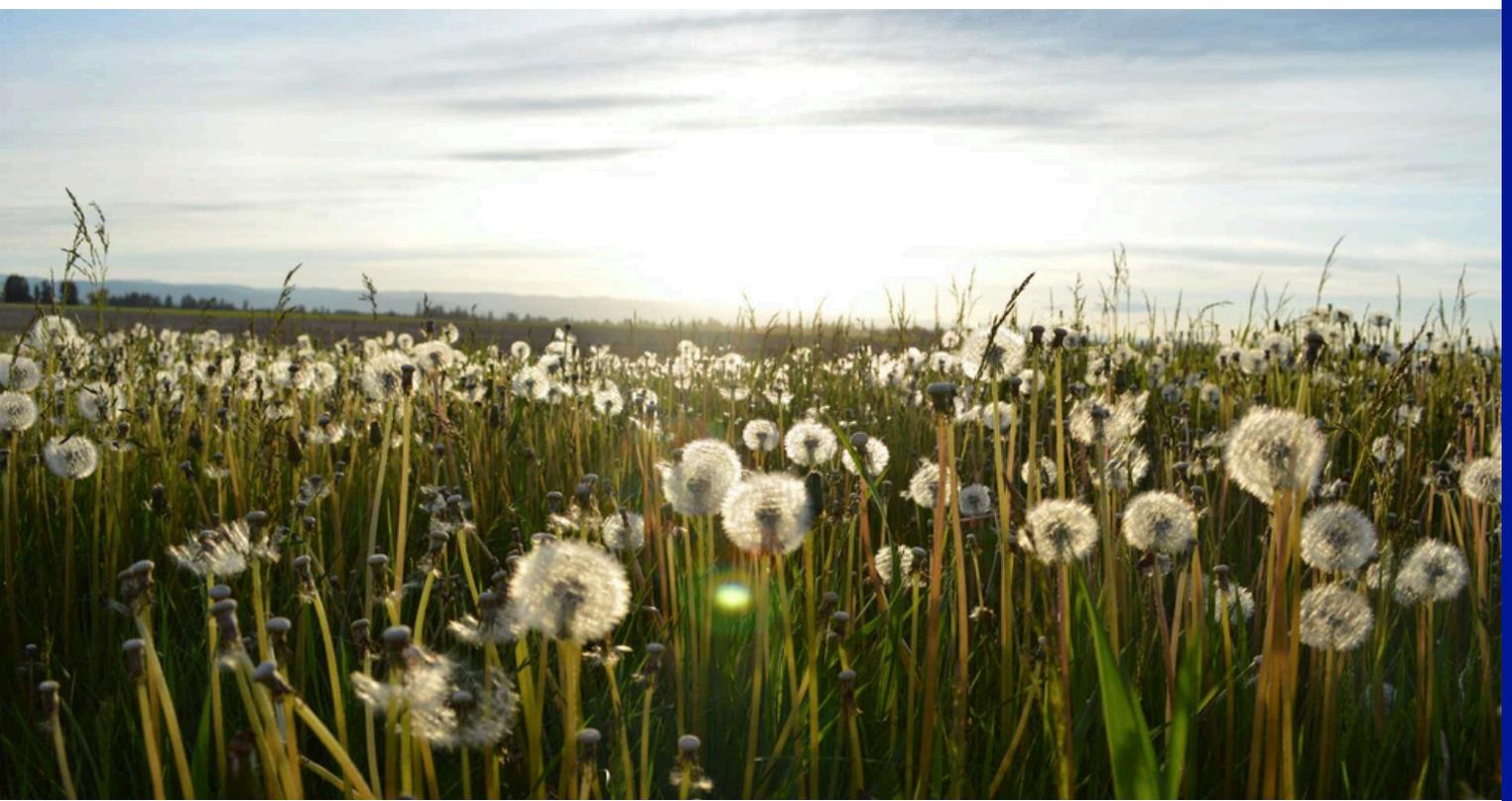
Les changements climatiques dont les effets sont déjà perceptibles dans notre région, avec l'élévation de la température, l'ensablement et le tarissement des cours d'eau, la récurrence des sécheresses, l'avancée du désert et la montée des eaux au niveau du littoral constituent une préoccupation majeure. La conjugaison de la pression démographique et les dégradations de l'environnement provoquent des mouvements des populations vers les terres les plus fertiles.

Cette compétition pour l'occupation des terres qui en résulte entre éleveurs et agriculteurs génère des conflits fratricides notamment dans l'espace sahélien relativement proche de nous.

La nécessité d'œuvrer pour lutter contre les changements climatiques est de nos jours un marqueur pour une véritable modernité pour changer les idéaux de notre conception du développement.

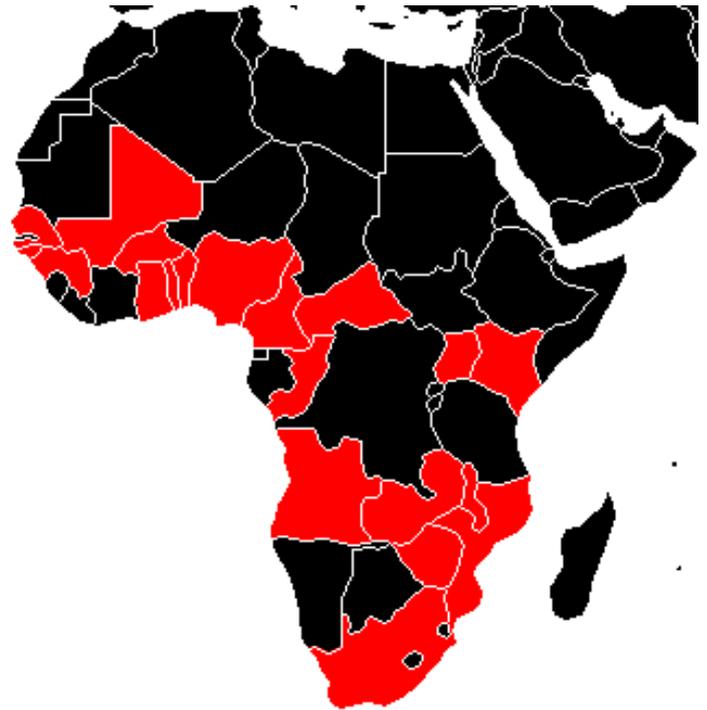
Chaque espace et chaque instant de notre façon de vivre, de nous organiser et d'être en société devra prendre en considération la lutte pour la préservation de l'équilibre planétaire.

À l'échelle de notre pays, c'est un devoir d'y contribuer efficacement. À cet égard, notre responsabilité est grande. La plupart des fleuves de l'Ouest africain comme le Niger, le Sénégal, la Gambie, le Mano qui conditionnent la vie de centaines de millions d'individus prennent leurs sources en Guinée. Ainsi la sauvegarde de notre environnement est une question de survie pour les peuples ouest-africains.



Nous sommes des ouest-africains panafricanistes.

Les politiques d'intégration au niveau des 15 Etats de la CEDEAO sont parmi les plus avancés du continent africain. La libre circulation des personnes, l'harmonisation progressive des modes de gouvernance politique pour renforcer les fondements de l'Etat de droit, la volonté affichée de la création d'une monnaie communautaire dénommée ECO, et l'existence de l'ÉCOMOG qui préfigure une politique de défense commune sont des signaux d'une intégration plus poussée.



Beaucoup de choses restent à faire pour amener cette région à devenir une entité politique, économique, sociale et militaire forte, soudée et homogène.



Aussi il est nécessaire de faire émerger une nouvelle conscience citoyenne ouest-africaine à travers des dynamiques convergentes pour mutualiser les politiques éducatives, sanitaires, culturelles et de recherches universitaires de l'ensemble de la région.

Les défis actuels nécessitent une unité plus vaste afin de mobiliser les ressources humaines et matérielles pour être en mesure de les transcender. La construction de l'espace ouest-africain consolide l'unité africaine. En effet l'unité du continent requiert une approche davantage pragmatique et raisonnée que de déclarations émotionnelles.

L'histoire du monde est faite de tragédies et de conquêtes territoriales qui ont diffusé des civilisations et des savoirs.

L'éternel victimisation ou le culte de la « culpabilité des descendants de Cham » pour nourrir des sentiments de complexes d'infériorité doivent faire la place à une renaissance de la confiance en soi. Aussi, il est indispensable d'avoir une attitude proactive et constructive ! L'ère Meiji du Japon, le programme des 4 modernisations de la Chine de Teng Shiao Ping, le redressement spectaculaire du Rwanda après le génocide, et la montée en puissance des dragons asiatiques montrent qu'il n'existe pas de fatalité de l'échec et de la soumission. Les peuples peuvent forger leur propre destin en faisant prévaloir la force de leur vision par pertinence de leur stratégie.



L'éternel victimisation ou le culte de la « culpabilité des descendants de Cham » pour nourrir des sentiments de complexes d'infériorité doivent faire la place à une renaissance de la confiance en soi. Aussi, il est indispensable d'avoir une attitude proactive et constructive ! L'ère Meiji du Japon, le programme des 4 modernisations de la Chine de Teng Shiao Ping, le redressement spectaculaire du Rwanda après le génocide, et la montée en puissance des dragons asiatiques montrent qu'il n'existe pas de fatalité de l'échec et de la soumission. Les peuples peuvent forger leur propre destin en faisant prévaloir la force de leur vision par pertinence de leur stratégie.

UNE VISION PARTAGÉE : QUE VOULONS-NOUS ET QUE POUVONS-NOUS FAIRE ENSEMBLE ?

Nous voulons faire la politique autrement.

La politique est perçue dans notre société comme l'art de l'exploitation du mensonge, de la tromperie et de la délation. Ainsi la violence dans les mots, dans les attitudes se prolonge fatalement dans les actes.

L'histoire de notre pays est peuplée par cette conception darwinienne de la gestion des affaires de la collectivité où « le droit est du côté des puissants du moment ». Cette manière de voir a bloqué et a ruiné le progrès de la Guinée. Donc il faut nécessairement changer pour munir notre espace politique des valeurs essentielles comme la vertu morale, l'éthique, la vérité, le sens de responsabilité, la rigueur et le goût du travail bien fait. Ainsi en toutes circonstances, il est nécessaire de mettre en avant la recherche de l'objectivité pour apprécier correctement les choses afin d'envisager des pistes de critiques constructives et utiles.

Une attitude systématiquement outrancière et négative ruine la crédibilité et ne favorise pas l'empathie qui est pourtant indispensable pour transcender les réflexes partisans.



En effet, il faut favoriser le débat critique, contradictoire et responsable en organisant et en suscitant la floraison des cercles, des ateliers, des think tank et des clubs d'échanges pour que la pensée soit plurielle, diverse et féconde. De plus, c'est l'une des façons de faire prospérer la convergence autour des idées de transformation sociale et économique de notre société.

Finalement, de cette approche constructive découle une méthodologie de la formulation d'éléments de programme politique alternatif. La critique à cet égard doit être une occasion d'explorer de nouvelles pistes de solution dans le processus de résolution des problèmes et des contradictions inhérentes à toute œuvre humaine. Par ce biais, nous contribuons à pacifier la société qui, en retour, sera plus ouverte et plus accueillante pour les nouvelles idées et les nouvelles pratiques. Le pays tout entier y gagne.



Nous voulons construire un autre type d'Etat

Nous payons collectivement les méfaits de l'État néo-patrimonial qui est générateur des maux de la société guinéenne.

Cet État a atteint ses limites et par conséquent il doit être changé. Une dynamique double doit être engagée à cet effet ; d'abord, au niveau du mode de gouvernance, de la qualité des institutions et de l'éthique des élites et par la suite sur l'organisation et les infrastructures étatiques. Pour ce faire, il s'avère nécessaire de favoriser la reconversion ou le changement des mentalités pour fournir aux nouvelles structures étatiques des cadres préparés à accomplir le service public dans la transparence, l'équité et la bonne gouvernance.





Il reste bien entendu que chaque travail mérite une juste et équitable rémunération comme salaire et comme source de motivation afin de soustraire les agents du service public du syndrome « la chèvre broute là où elle est attachée ».

Les systèmes d'organisation et d'information doivent également permettre l'atteinte des objectifs poursuivis. La traçabilité des opérations administratives et comptables, le contrôle et le suivi-évaluation des actes posés pour accroître aussi bien l'efficacité que la productivité passeront inéluctablement par une nouvelle administration publique. Celle-ci devra être outillée pour accomplir de manière efficace et efficiente ses missions de service public.

L'acquisition des moyens pour la modernisation et son adaptation à un monde sans cesse en mutation nécessite des ressources. Ce n'est que par l'introduction d'une fiscalité équitable, prenant en compte l'ensemble des secteurs productifs et marchands que l'État disposera des moyens de ses actions, aussi bien pour les investissements publics que pour son rôle de répartition afin d'assurer la cohésion sociale.

Le niveau de développement technologique par la digitalisation et la numérisation, les techniques du management opérationnel et la démarche qualité auprès des usagers du service public permettront la consolidation des bases d'un nouveau type d'État orienté vers la satisfaction des besoins de la population et des exigences de l'économie dans une société plus juste, plus solidaire et plus ouverte.

Nous ambitionnons une Guinée moderne

Le changement de la nature de l'État doit apporter un meilleur État ayant de réelles capacités de mobilisation des ressources internes, seules garantes de son indépendance et de la maîtrise de son destin.

En effet la modernisation de notre pays requiert d'importantes ressources notamment financières pour doter le pays d'infrastructures routières et ferroviaires pour désenclaver les territoires de l'intérieur et rapprocher les vastes espaces agricoles des zones de peuplement. L'investissement public est aussi indispensable pour satisfaire les besoins en énergie par la construction des barrages hydro-électriques, que de champs solaires et éoliens.



La mise en place de ces infrastructures de base permettra dans un second temps une réelle possibilité d'assurer un judicieux et équilibré aménagement du territoire. Il sera plus aisé alors de constituer des pôles de développement urbains et économiques en privilégiant la proximité et les spécificités économiques et environnementales. Par un maillage décentralisé et intelligent du territoire, les complémentarités régionales seront plus visibles contribuant ainsi à raffermir l'unité du pays.

La modernisation du pays nécessite d'abord l'existence des infrastructures fondamentales : les routes, les chemins de fer, l'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique. Par ailleurs, la connectivité du territoire par la fibre optique est indispensable pour assurer la circulation de la communication grâce à la révolution numérique. Ayant été absent lors du démarrage de la révolution industrielle nous n'avons aucun justificatif pour accuser un autre retard par rapport à cette révolution contemporaine.

Nous voulons d'une Guinée dotée d'une économie diversifiée et performante.

L'État moderne a ses missions régaliennes qu'il doit honorer dans le strict respect des fondements de l'État de droit.



L'État moderne a ses missions régaliennes qu'il doit honorer dans le strict respect des fondements de l'État de droit. Pour assurer l'efficacité des services publics le secteur privé doit avoir la place prépondérante dans l'économie nationale. Nos expériences historiques ont démontré les erreurs du passé à ne plus commettre.

L'instauration d'une pertinente alliance stratégique entre l'élite politique et celle des entrepreneurs nationaux permet d'orienter les actions de la puissance publique vers la satisfaction des besoins de l'économie. En effet ce sont les besoins de l'économie qui doivent guider les décideurs publics dans le cadre d'un État performant.

Il est également prouvé que ce sont les entrepreneurs à travers leurs unités de productions qui sont les principales sources de création de la richesse nationale.

Il est essentiel par conséquent d'assurer le développement d'un tissu productif diversifié ayant de fortes chaînes de valeurs pour générer les richesses dont la société a besoin.

Dans le contexte actuel, des investissements massifs dans le secteur agricole où la petite paysannerie en sera la cheville ouvrière sont nécessaires pour remettre la Guinée au travail productif. L'entreprenariat rural est en effet un puissant levier pour faire de l'agriculture le contributeur le plus important de la croissance de l'économie nationale. C'est par là que la réduction drastique de la pauvreté pourra être une réalité.





De même, la modernisation de l'agriculture guinéenne et l'exploitation de ses avantages comparatifs permettront d'assurer la sécurité alimentaire pour des centaines de millions d'africains, car elle sera le grenier de la région.

Enfin, l'axe de développement économique s'articulera sur une agriculture diversifiée et moderne. Le secteur minier de son côté devra être porteur de hautes valeurs ajoutées par la transformation du minerai brut dans le pays. En tout état de cause, il est vital d'en finir avec la gestion essentiellement rentière des ressources naturelles pour s'engager désormais dans la voie de l'industrialisation.

Nous privilégions le développement du plein potentiel humain.

En toutes choses le facteur humain est décisif, c'est pour cela investir dans le développement du potentiel humain est la condition essentielle pour réussir la construction d'une société économiquement prospère, socialement plus juste et équilibrée et culturellement ouverte et ingénieuse. La formation est en effet la sève nourricière pour la transformation d'un pays. Les pays asiatiques qui ont opté très tôt pour cette voie figurent parmi les pays qui ont le plus progressé durant les 60 dernières années. Remettre l'éducation et la santé au cœur des préoccupations publiques est alors un impératif national incontournable.



La qualité du facteur travail s'obtient par l'amélioration du cadre de vie, la généralisation systémique et obligatoire de l'éducation et l'accès pour tous aux soins de santé.

De nos jours une utilisation optimale de la révolution numérique peut faire gagner du temps et de l'efficacité. Une attention particulière sera attachée à la condition féminine et à la condition des personnes souffrant d'un handicap afin que tous les enfants soient scolarisés. Pour cela des politiques d'allocations de ressources spécifiques seront assurées en contreparties de l'atteinte des objectifs fixés en faveur des groupes cibles.

Une approche identique sera utilisée pour éradiquer l'analphabétisme en faisant preuve d'imagination et de pragmatisme. Par conséquent, l'utilisation des langues nationales sera encouragée dans des centres dédiés à cet effet pour permettre au plus grand nombre d'accéder à la lecture, à l'écriture ainsi qu'aux nouvelles technologies par l'acquisition de formations professionnelles et de métiers.

Les réformes de la pédagogie et des contenus des enseignements dispensés seront profondes, car il faut à la fois intégrer les types de savoirs (savoir, savoir-faire et savoir-être) en un savoir-agir. Le développement du potentiel humain à la longue créera un cercle vertueux afin de tirer hors de la précarité et de la pauvreté des populations qui seront restées longtemps abandonnées à elles-mêmes.



Nous voulons d'une société solidaire, tournée vers l'avenir.

La citoyenneté nécessite l'invention de nouveaux liens sociaux pour cimenter l'appartenance à une même communauté nationale.

La solidarité sociale qui est une des caractéristiques de notre société devra embrasser également la dimension économique pour la création de revenus à travers des formes d'organisations collectives et solidaires. Encourager et orienter les coopératives de producteurs de biens et de services, mutualiser les risques pour la création de structures d'assurance maladie et de sécurité sociale et décentraliser efficacement la gestion des territoires permettront de faire émerger de nouvelles formes de solidarité citoyenne.



Enfin nous voulons d'une société dotée de réelles capacités de résilience.

L'épidémie de la fièvre Ebola de 2014-2016 avait causé des milliers de pertes en vies humaines et avait déstructuré les économies des trois pays riverains du fleuve Mano (Guinée, Libéria, Sierra-Léone). La fragilité de notre pays a été ainsi démontrée.





Le monde également découvre avec stupeur et effroi les ravages de la pandémie du coronavirus tant sur le plan humain que sur le plan économique. Les pays les plus prospères sont fortement secoués et la géopolitique internationale en est bouleversée. Les risques liés à ces catastrophes inattendues et destructrices sont d'une telle ampleur qu'ils rivalisent avec ceux générés par des conflits armés. Il faut par conséquent repenser les priorités fondamentales des pouvoirs publics en ayant une vision prospective de l'état de notre société dans le futur. Dans cet ordre d'idées la problématique du changement climatique, la poussée démographique, la révolution numérique et les nouvelles maladies infectieuses nécessitent un réel changement de paradigmes afin de révolutionner la gouvernance de notre pays.

Le renforcement des capacités de résilience de notre pays est une urgence face aux défis dont la Guinée d'aujourd'hui et de demain est confrontée.



CONCLUSION

Ce manifeste indique dans les grandes lignes notre ambition collective au sein de l'Union des Démocrates pour la Renaissance de la Guinée (UDRG) pour bâtir une société solidaire, ouverte et tournée vers l'avenir.

L'émergence d'institutions fortes, démocratiques et réconciliatrice participeront à la construction d'un Etat stable, social et moderne. C'est par ce chemin que la Guinée pourra être la locomotive économique de l'Afrique de l'Ouest. Cette ambition collective ne pourra se réaliser qu'avec une implication active et durable d'une majorité des citoyens et des citoyennes. C'est notre devoir à nous tous. Unissons nos forces, nos intelligences et nos rêves pour une Guinée réconciliée, fière, juste et prospère.

L'Union des Démocrates pour la Renaissance de la Guinée est bâtie en tant que parti pour traduire dans la réalité les idées qui sont condensées dans ce manifeste qui sert d'avant-propos pour les statuts du parti.

Président de l'UDRG

Références utiles et non exhaustives

- L'histoire de la Guinée de Jean Suret Canale
- Le bilan d'une indépendance de Bernard Ameillon
- L'histoire du royaume théocratique du Fouta Djallon d'Ismael Barry
- L'histoire de l'empire de Soundjata Keita de Djibril Tamsir Niane
- Les écrits et études portant sur la Guinée d'Odile Georg



UDRG

INTEGRITE - JUSTICE - SOLIDARITE

"Nous sommes prêts à bâtir une guinée nouvelle, moderne et meilleure; pour cette génération et celles à venir."

Bah Oury

Président de l'UDRG

+224 657182424 / 662242475 / 620252523

www.udrg.org / info@udrg.org



UDRG